

0147458969

HAUTS DE SEINE

Le maire UMP Manuel Aeschlimann plaide pour la solution Sarkozy

Dans la future agglomération Boucle Nord: Asnières joue le 10 de der

Dans la mémoire collective, Asnières c'est d'abord le baroque "cimetière des chiens" puis le célèbre "22 à Asnières" de Fernand Raynaud. Mis à part ces images d'Epinal que s'est-il passé, ici, depuis 15 ans? La succession de trois maires aux personnalités contrastées: D'abord Michel Maurice-Bokanowski, ancien ministre, gaulliste historique, qui régna sur la ville le temps d'une génération, d'une baronnie. La fin de son mandat mis un point d'orgue à l'aventure des ZAC dans la ville dont le pilotage hasardeux devait plomber les finances locales et laisser bien des soucis à ses successeurs. La plus célèbre et la plus empoisonnée, la ZAC Métro, continue à faire parler d'elle avec ses agitations souterraines de militants associatifs à coloration culturelle, jusque dans les structures exécutives. Au couple Boka-Cornic (son 1er adjoint) devait succéder le couple Taittinger-Aeschlimann. Une mandature de transition marquée par la tentative de valider les comptes des ZAC en les intégrant au budget municipal, sur fond de crise immobilière des années 90. Autant de déficits cumulés qui forcèrent M. Taittinger à passer le relais à son jeune et pressé adjoint Manuel Aeschlimann en 99.

Conforté par les municipales de 2001 puis par les législatives de 2002, le "jeune loup" asniérois engage alors la ville dans le 3ème millénaire, sans états d'âme au grand dam

d'une opposition qui se dit "étouffée et muselée". En menant d'abord une politique de sécurité ferme à base de "couvre-feu" pour les mineurs et de vidéosurveillance, puis en attirant des entreprises afin de résorber l'immense stock de bureaux vides laissés par ses prédécesseurs. En attirant aussi à Asnières, malgré un urbanisme ingrat, des jeunes couples en quête de loyers modérés que n'offrent plus Levallois ou Courbevoie. Enfin, en facilitant le "vivre ensemble" des 50 communautés étrangères qui cohabitent dans sa ville.

Volontaire, le député-maire UMP espère avoir rempli son contrat en 2007 en ayant bouclé l'intercommunalité entre les 10 villes du Nord et désenclavé Asnières grâce au métro. Après, Manuel Aeschlimann se rêve un destin dans la travée de Nicolas Sarkozy avec lequel il cultive une proximité. Séguiniste hier, le nouveau couple exécutif Aeschlimann-Bourbagher (son directeur de cabinet) se met aujourd'hui entièrement au service du ministre de l'Intérieur pour l'accompagner dans sa quête de pouvoir. "Quand on admire une personnalité comme celle de Nicolas Sarkozy, il faut être prêt à prendre tous les coups pour lui", promet en substance le maire d'Asnières, en strict habit bonapartiste.... Interview

Première Heure : Vos relations avec la maire de Colombes ont elles évolué?

Manuel Aeschlimann : "Nos relations sont bonnes. J'ai été satisfait d'apprendre que Mme Goueta a accédé à ma demande de disposer d'une salle pour souhaiter mes vœux aux électeurs de Colombes Sud. Elle, et sa majorité, savent que s'ils ont besoin de nous, dans quelques domaines que ce soit, nous saurons répondre présent, comme cela a toujours été le cas. Y compris pendant la période un peu tendue qui a eu lieu récemment."

P.H. : Concernant l'intercommunalité, Nicolas Sarkozy souhaitait la création d'un vaste ensemble regroupant toutes les communes de la boucle Nord. Qu'en pensez-vous ? Où en est ce projet ?

M.A. : "Depuis longtemps, les élus de la boucle Nord expriment leur intention de créer leur agglomération de communes. Malheureusement, cette idée n'est toujours pas suivie de faits. J'ai souvenir que mon prédécesseur avait été l'un des premiers, avec notamment MM. Frelaut, Bruhnes, à initier une intercommunalité de projets dans la boucle Nord. Tout cela n'a pas abouti malgré de multiples réunions. Quand j'ai été élu

maire en 99, le dossier était toujours en attente. Dès ma réélection en 2001, j'ai réuni à Asnières les maires de la boucle Nord pour faire avancer les projets. Si le maire de Villeneuve et de Gennevilliers étaient prêts à me suivre, les autres élus ont fait preuve d'inertie. Donc, avec M. Boulanger et M. Bourgoin nous avons commencé à étudier la possibilité de monter une intercommunalité réduite à nos trois villes, ce qui n'était pas satisfaisant. C'est pour cela que j'ai accueilli très positivement l'appel de Patrick Balkany à rejoindre Levallois, Neuilly, Courbevoie, Colombes, Bois-Colombes, La Garenne, Villeneuve, Gennevilliers et Clichy pour un grand périmètre de tout le Nord. Je lui ai de suite dit oui. Ce qui a donné lieu à une réunion avant les vacances au ministère de l'Intérieur. M. Balkany et moi-même avons expliqué à M. Sarkozy notre volonté de réunir nos forces dans une grande intercommunalité et d'avancer vite. D'autres élus ont été plus attentistes dans leur propos, voulant au préalable mener des études pour connaître les inductions financières du projet. En tout cas, je suis à 100% pour cette communauté à 10. D'abord parce que cette structure représentera un poids considérable économiquement

et parce qu'avoir Nicolas Sarkozy comme chef de file est très motivant."

P.H. : Comment convaincre les maires de gauche de suivre votre idée, qui plus est pilotée par M. Sarkozy ?

M.A. : "Eux-mêmes ont formulé un certain nombre d'approches régulières vis-à-vis des villes de droites. Gennevilliers voulait depuis longtemps mener un projet avec Asnières. Le maire de Clichy nous a également relancé plusieurs fois. Je veux croire que ces maires, au-delà des clivages politiques, comprendront qu'il y va de leur intérêt de rejoindre une grande structure qui constituera un grand pôle économique, promis à des développements futurs vers Gennevilliers. Si les maires PS et PC ne veulent pas nous rejoindre, libre à eux d'expliquer à leurs électeurs pourquoi leur DGF fondra comme neige au soleil. Mais je pense que la raison prévaudra. De toute façon, il n'y a pas urgence puisque la création de l'intercommunalité ne se fera pas en 2004. Les villes procèdent en ce moment à des études financières approfondies. Il est normal de laisser à celles qui ont des doutes, la possibilité de se rassurer. Nous nous sommes fixés une perspective de signature pour 2005." (suite en page 5)

Asnières: "L'expérience du couvre-feu pour les mineurs sera poursuivie..."

P.H. : L'ouverture du 4ème collège d'Asnières a été retardée à plusieurs reprises. Pourquoi ?

M.A. : Effectivement, j'avais obtenu de Charles Pasqua la construction de ce 4ème collège il y a quelques années. Pour des raisons politiques, l'ancien préfet (NDLR : Jean-Marc Rebière) avait retardé longuement la signature du permis de construire. Une fois ce permis obtenu, nous avons demandé au conseil Général d'accélérer la construction pour que ce collège puisse quand même ouvrir pour la prochaine année scolaire. Je viens de recevoir, mardi 4 novembre, un courrier de M. Pasqua m'informant que la mise en service ne pourra se faire en septembre 2004, mais en janvier 2005."

P.H. : Sur la sécurité, quel bilan tirez-vous de votre couvre-feu pour mineurs ?

M.A. : "A la différence de la plupart des communes, le couvre-feu ne concerne pas seulement les mois d'été mais toute l'année scolaire. Le terme couvre-feu est un peu exagéré car nous ne sommes pas en période de guerre, mais c'est une expérience qui a donné satisfaction. Si ça n'avait pas été le cas nous l'aurions stoppé immédiatement, comme je l'avais dit au départ. Depuis le début de l'expérience une soixantaine de jeunes ont été raccompagnés à leur domicile. Dans certains quartiers, des attroupements ne se réunissent plus. Evidemment, cette mesure n'a pas éradiqué tous les problèmes. Néanmoins, c'est un plus non négligeable, reconnu par la police nationale. Le commissaire me disait dernièrement que cet arrêté a une réelle influence sur les attroupements de mineurs aux heures tardives. Par conséquent, nous continuons l'expérience."

P.H. : Quels sont les autres éléments de votre politique de sécurité ?

M.A. : "Nous n'avons pas opté pour une politique qualifiée "de droite" uniquement répressive, ni pour une politique uniquement préventive "de gauche". Nous avons choisi de faire un mixe des deux avec des médiateurs, des éducateurs, des missions de soutien scolaire dans les quartiers. Et d'un autre côté, nous avons instauré le couvre-feu pour les mineurs, la police municipale qui travaille 24h/24 et la vidéosurveillance. Nous allons installer une douzaine de nouvelles caméras cette année, notam-

ment dans les parties communes des immeubles de notre OPHLM : d'abord rue Emile Zola et ensuite aux Gentianes, immeubles qui seront rénovés bientôt. Les effectifs des polices municipale et nationale étant au complet, nous missions dorénavant sur la vidéosurveillance pour accroître la sécurité. J'encourage d'ailleurs les bailleurs sociaux à se doter de ce moyen."

P.H. : Les effectifs de la police nationale à Asnières vous semblent-ils suffisants ?

M.A. : "Par nature ces effectifs ne sont jamais suffisants ! D'autant que le commissariat a subi des départs. On a confiance dans le ministre de l'Intérieur pour pourvoir aux remplacements dès qu'une possibilité verra le jour."

P.H. : Vous avez créé au printemps un Conseil des communautés. Est-ce pour renforcer l'identité des communautés étrangères ou en faciliter l'intégration ? N'y a-t-il pas là une contradiction ?

M.A. : "Selon moi, l'intégration n'est pas de mettre tout le monde dans le même moule, mais que chacun se trouve bien là où il vit tout en gardant ses racines et sa culture. On ne peut pas forcer les gens à accepter un modèle. Le modèle occidental n'est d'ailleurs pas systématiquement exemplaire. Que chacun se sente bien dans sa ville, dans son quartier tout en faisant vivre sa culture et la partage tels sont les objectifs de ce Conseil. Ceci pour éviter que les gens aient peur les uns des autres et n'alimentent les préjugés. Je constate que ce Conseil facilite déjà les relations entre les quartiers avec des réunions de travail, des expositions, des échanges d'idées sur l'urbanisme ou la sécurité. C'est pour moi le signe d'une véritable intégration par des actes et non seulement en paroles. Prochainement il y aura une grande exposition sur l'Egypte, sera fêté le Nouvel an chinois, en février des festivités seront organisées par les communautés antillaise et orientale."

P.H. : Economiquement, quelles sont vos idées pour générer de la TP ?

M.A. : "Il y a 15-20 ans, Asnières subissait une hémorragie de ses entreprises. Quand j'ai été élu, il y avait 150.000 m2 de bureaux vacants. J'ai pris mon bâton de pèlerin pour "vendre" Asnières auprès de chefs d'entreprise. Si nous accueillons aujourd'hui de grandes entreprises comme Lesieur ou Loréal, ce

n'est pas le fait du hasard mais du travail de contact avec les groupements d'entreprises. Si nous n'avons plus que 10.000 m2 de bureaux vides aujourd'hui, il n'en demeure pas moins que notre TP n'est pas à la hauteur de celle de Gennevilliers : celle-ci équivaut au rapport de nos 4 taxes locales réunies ! En termes financiers, on pâtit de la loi qui fige une partie des rapports de TP et sur laquelle les compensations n'ont pas suivi. De fait, le rapport de la TP n'est pas proportionnel au nombre d'entreprises nouvelles sur Asnières. C'est pourquoi je fonde beaucoup d'espoir sur l'intercommunalité et le fort potentiel de développement économique que représente Gennevilliers. Je suis pour la péréquation des recettes entre communes. Bien souvent la richesse économique d'une ville n'est pas le résultat de la gestion de tel ou tel maire, mais le fruit d'une situation géographique ou historique, comme c'est le cas à la Défense. Je suis de ceux qui militent pour une répartition plus juste des ressources pour éviter une décentralisation à deux vitesses. L'intercommunalité devrait amorcer ce mouvement."

P.H. : En matière de disponibilité foncière, comment se situe Asnières ?

M.A. : "L'urbanisme occupe 95% du territoire et nous manquons de terrains. Pour le 4ème collège nous avons eu des difficultés pour trouver du foncier. Le cas s'est reproduit cet été pour la nouvelle école Magenta : nous n'avons pu trouver qu'un terrain de petite dimension à côté d'un stade. C'est un vrai problème. Même si pour le moment nous avons pu engager quelques constructions d'écoles, nous risquons de souffrir du manque du foncier dans les années futures. C'est pourquoi j'ai créé une commission municipale chargée, dès maintenant, d'établir les équipements futurs afin de préempter des biens qui se vendent pour réserver de nouveaux espaces."

P.H. : Comment voyez-vous Asnières dans 3 ans et dans 10 ans ?

M.A. : Déjà la ville a beaucoup changé avec l'installation de jeunes couples venant de Levallois, Neuilly, Courbevoie. D'ici la fin de ce mandat, ce rajeunissement de la population aura été pris en compte avec le nombre d'écoles suffisantes pour l'avenir. "

(suite en page 6)

M. Aeschlimann: "Je crois que nous allons de plus en plus vers une société multiculturelle"

(Suite de la page 5) Nous aurons enfin obtenu (30 ans après) l'arrivée du métro : une chance énorme pour le désenclavement des quartiers Nord. En terme d'équipements de stationnement, alors que rien n'avait jamais été fait, nous lançons la construction de parkings publics sous l'hôtel de ville, et dans les quartiers Station, Magenta, Flachat. Tout cela aboutira à la fin du mandat. Je crois qu'en terme d'équipements, d'actions de proximité avec l'ouverture de mairies annexes dans tous les quartiers excentrés, nous aurons, en 2007, atteint tous nos objectifs. Ensuite, se projeter plus loin, ce serait un peu hasardeux."

P.H. : Quel regard portez-vous sur la gestion de vos prédécesseurs, MM. Bokanowski et Taittinger ?

M.A. : "Je pense que M. Bokanowski a été un bon maire qui a commencé à gérer la ville à une époque où l'urbanisme n'était pas encore en mouvement. A la fin de son mandat, lorsque l'évolution de la ville fut inéluctable, il n'a pas su prendre en compte politiquement ces changements. Avec les conséquences économiques que l'on sait puisque les déficits des ZAC Station et Métro remontent à cette période. C'est le point noir de sa gestion. Il le sait, je m'en suis ouvert auprès de lui car depuis les élections nous nous sommes rapprochés, et tant mieux. M. Taittinger a réintroduit honnêtement le déficit des ZAC, supporté jusque-là par la SEM 92, dans le budget municipal. De fait, son budget fut grevé par ce déficit comme le nôtre l'est. En définitive, je crois que M. Bokanowski a été sûrement le plus grand maire qu'Asnières ait connu. Trente ans de mandat, ministre : c'est un vrai personnage. M. Taittinger a eu une carrière plus courte, en concluant de lui-même qu'il n'était peut être pas fait pour la politique. En tout cas nous gardons de bonnes relations puisque nous nous téléphonons. Sachant que dans le monde politique les relations humaines ne sont jamais évidentes, je ne suis pas mécontent d'avoir gardé de bonnes relations avec l'un et l'autre. Ils savent qu'ils sont toujours les bienvenus à Asnières. M. Bokanowski fête justement son anniversaire jeudi, j'y passerai avec plaisir."

P.H. : Aux prochaines cantonales, quel sera le candidat de l'UMP ?

M.A. : "Il s'agit de Patricia Chavinier, 3ème adjointe déléguée à la famille. Nous avons bon espoir de son succès

car il suffit de regarder nos scores dans ce canton, largement acquis à la majorité municipale. Moi-même aux législatives j'y ai obtenu 65%. Les enjeux ne manquent pas dans ces quartiers Nord : l'arrivée du métro et du tramway, la reconstruction des écoles, la médiathèque qui sort de terre. Les gens n'en peuvent plus de ne pas voir M. Riéra (NDLR/ Sortant PS) et de constater qu'il vote systématiquement contre tous les projets aux conseils municipal et général. Ce n'est pas ce qu'ils attendent d'un élu local, surtout dans un quartier qui va énormément bouger. Mme Chavinier pourra défendre les dossiers, les soutenir, les voter à la différence de l'élu actuel qui est un vrai boulet pour les habitants de ces quartiers."

P.H. : Pour les régionales, votre épouse, Marie-Caroline, sera-t-elle candidate sur la liste UMP ?

M.A. : "Cela se dit ici et là. Mais ce n'est pas en tant qu'épouse qu'elle se présenterait. Elle est d'abord maire-adjoint, elle a une très forte popularité sur Asnières, elle effectue un important travail de terrain et pas seulement auprès des différentes communautés. Tout naturellement, c'est vrai qu'on a pensé à elle pour les régionales. Aux dernières nouvelles, les choses se présentent bien. Elle participe déjà à la cellule mise en place par Jean-François Copé et son équipe. On organisera en janvier un grand meeting à Asnières avec Nicolas Sarkozy, Patrick Devedjian et M. Copé."

P.H. : Comment voyez-vous le passage de témoin entre MM. Pasqua et Sarkozy au conseil général ?

M.A. : "Charles Pasqua a bien mené le conseil Général jusqu'à ce jour. Passer le relais à une personnalité comme Nicolas Sarkozy ne peut être que valorisant. C'est une belle fin de mandat. Il y a tant d'élus qui ont des fins de règne tristes et dans la défaite, comme cela s'est produit à Asnières. Là, s'il y a un passage de flambeau à Nicolas Sarkozy, promet à un grand avenir, ce ne pourra être que gratifiant pour Charles Pasqua en sachant qu'il laisse le conseil Général en de bonnes mains. Selon moi, le meilleur scénario possible est que les choses se passent dès Mars prochain. Pourquoi attendre avec un président intérimaire ?"

P.H. : Quelles relations entretenez-vous avec l'UDF ?

M.A. : "Les relations locales sont excellentes puisque nous avons un

groupe UDF au conseil municipal qui fonctionne bien avec Pierre Tessier comme chef de file. L'UDF nationale a définitivement exclu Bruno Casari puisque nous avons reçu le courrier il y a quelques semaines. Ce qui a clarifié la situation. J'ai de bonnes relations avec Henry Wolf et Hervé Marseille, qui sont des gens de parole. Je crois que l'UDF doit avoir toute sa place dans la politique départementale. Il ne faut pas mettre de côté cette formation politique qui représente une vraie sensibilité et qui possède des gens de qualité dans le département. Si je peux donner un conseil aux gens qui prendront les rênes du département, c'est qu'il ne faut jamais laisser de côté cette formation politique avec de vrais talents et de vraies idées."

P.H. : Quelles sont vos activités à l'Assemblée ?

M.A. : "Outre ma nomination à la Commission des lois, j'ai été nommé rapporteur pour le budget des collectivités locales. Dans le même temps, le groupe UMP m'a donné deux fonctions intéressantes : participer à un groupe de travail sur le contentieux électoral, un vaste sujet. Et rédiger pour le président Barrot des notes d'opinion publique et de sociologie électorale. Ce ne sont pas les tâches qui me manquent, contrairement à des députés UMP dont certains se sentent à l'écart. Quand on appartient à un groupe aussi important, il faut émerger et se faire remarquer dans des domaines pointus sur lesquels on peut apporter une vraie compétence. Une formation de juriste est alors appréciée." (Suite en page 7)

Issy : Vendredi, André Santini et Lucien Beurrier, trésorier principal, signeront une convention autorisant l'archivage électronique des documents dématérialisés et leur transmission électronique au Trésor Public, en présence de Pierre Juanchich, TPG 92 Jean-Christophe Didier, pdg d'Omnikles, Alain Borghesi, directeur de Security.com. De l'avis d'appel à la concurrence jusqu'à la notification du marché, en passant par le dépôt des offres par voie électronique et les enchères électroniques, les procédures de marchés publics à Issy sont dématérialisées (si les candidats le souhaitent) depuis 2002. Il manquait un point final à ce processus : l'archivage des documents d'appels d'offres, obligation respectant l'article R1421-4 du Code des collectivités territoriales.

Aeschlimann: De Séguin à "Sarko"

P.H. : Au départ de votre parcours vous étiez séguiniste. Quelle personnalité politique admirez-vous aujourd'hui ?

M.A. : "Non, je n'étais pas séguiniste, bien que gaulliste social, mais j'ai monté pour Philippe Séguin un mouvement national des élus locaux. Non pas que j'étais éloigné de Séguin à 180 degrés, mais je n'adhérais pas à toutes ses idées. Cela m'a permis, à son contact, de m'aguerrir politiquement. Maintenant, le seul homme politique que j'admire est Nicolas Sarkozy. J'ai com-

mencé à le côtoyer juste après mon élection, en 99 alors qu'il était en pleine traversée du désert. Sa disponibilité à l'époque, nous a permis de nous voir régulièrement et pour moi d'apprécier ses qualités humaines et intellectuelles. Il sait que je suis prêt à monter en première ligne, quoiqu'il arrive, pour lui. Je le lui ai dit. C'est important qu'il sache que des gens sont prêts à l'aider sans failles dans sa quête des responsabilités ultimes."

Jean-Pierre Dubois

Le mystère de la ZAC Métro

Un mystère plane sur la ZAC Métro depuis les "années Boka"... Dans la lignée des romans de Gaston Leroux et du "Parfum de la dame en noir", ce quartier Nord d'Asnières est comme hanté par des rumeurs d'agissements d'un mouvement ésotérique qui serait animé tantôt par un puissant lobby du show-biz tantôt par un gourou aux contours exotiques et dont la face visible serait une association de riverains. Une influence occulte qui aurait, ces derniers mois, traversé les murs de l'hôtel de ville jusqu'à "posséder" le 8ème maire-adjoint à la culture, Olivier Chazoule. Tant et si bien que Manuel Aeschlimann décidait, le 3 novembre, de retirer la confiance à son adjoint. Même phénomène à l'intérieur du CES de la ville où l'administration serait noyauté par un adepte. Dans cette structure municipale aussi, l'organigramme a été modifié pour couper court aux rumeurs d'infiltration et de détournements des moyens municipaux. Quoi qu'il en soit, ce climat délétère n'épargne pas M. Aeschlimann qui espérait, avec sa réélection, en terminer avec les aménagements de la ZAC Métro et par la même occasion mettre un terme aux revendications des riverains vindicatifs, athées ou autres supposés envoutés... Ainsi en prenant en 2001 M. Chazoule dans son équipe, le maire réélu pensait-il gagner la paix sur cette partie du territoire. N'avait-il pas promis, un temps, à son nouvel adjoint de le favoriser aux cantonales ? En tout cas, à ce jour, cette stratégie de "normalisation" des représentants de la ZAC Métro est en péril. Manuel Aeschlimann et son directeur de cabinet doivent en appeler à la justice face à des menaces, a priori, préférées. Par ailleurs, le député-maire a saisi la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires.